

Information d'entreprise : virage à long terme

L'été dernier, le président des États-Unis (@realDonaldTrump) lançait qu'il serait souhaitable de modifier la fréquence de la publication des résultats des sociétés ouvertes : deux fois par an plutôt que quatre, disait-il dans son tweet. Cette idée, qui lui avait été soufflée par un chef d'entreprise, n'est qu'une des propositions entendues ces derniers temps afin de desserrer l'étau : réflexion, planification et investissement, le court-termisme règne, pour les entreprises et les économies.

De fait, depuis quelques années, quantité de groupes multiplient les efforts pour mettre un frein à la tendance voulant que seuls les résultats à court terme comptent dans les marchés financiers. Ils entendent aussi bonifier l'information d'entreprise, dans le dessein de mieux servir les besoins des investisseurs et de faciliter la mobilisation de capitaux à long terme.

Parmi les démarches sur lesquelles les regards se braquent, à l'échelle mondiale, on trouve la création de l'[International Integrated Reporting Framework](#), référentiel international d'information intégrée (le cadre IR). On y trace un portrait global des attentes à l'égard de la stratégie, de la gouvernance, de la performance et des perspectives de création de valeur, sur le long terme. Précisons que la présentation d'information dite « intégrée », déjà adoptée ici et là dans le monde, n'a pas encore fait de véritables adeptes au Canada.

Alors, pour aider les acteurs des milieux d'affaires d'ici à mieux comprendre le virage qui s'amorce à l'échelle mondiale, et leur expliquer de quoi il retourne, CPA Canada a tenu une table ronde le 6 février dernier. Nous avons réuni un groupe d'experts réputés, invités à communiquer leurs points de vue sur l'évolution des principes de la présentation d'information intégrée, et à clarifier les justifications à l'appui. Au nombre des invités, on trouvait Richard Howitt, directeur général de l'International Integrated Reporting Council (IIRC); sa collègue Lisa French, chef des technologies, IIRC; Vincent Papa, directeur adjoint, Groupe consultatif européen sur l'information financière (European Financial Reporting Advisory Group – EFRAG); et Sarah Williamson, directrice générale, FCLTGlobal.

Voici quelques-uns des points saillants recueillis à l'issue de la table ronde.

Définition de l'information intégrée

Formé dans la foulée de la crise de 2008, l'International Integrated Reporting Council (IIRC) a jeté les bases d'un cadre d'information intégrée, le cadre IR. Y sont présentés des moyens à mettre en œuvre pour mieux renseigner les investisseurs et autres parties prenantes sur des éléments qui vont au-delà de l'information financière à proprement parler. Plus précisément, que fait l'entreprise pour créer de la valeur à court, moyen et long terme? Elle sera appelée à faire clairement état de sa stratégie et de son modèle d'affaires; elle devra aussi tenir compte d'actifs, de ressources et de relations clés, qui brillent par leur absence dans la présentation classique de l'information. (À titre d'exemple, une étude menée en 2015 par le cabinet-conseil en capital intellectuel Ocean Tomo a montré que 80 % de la valeur des sociétés du S&P 500 était attribuable à des actifs incorporels.)

Le nouveau modèle d'information que défend l'IIRC repose sur six formes de capital bien définies : capital financier, manufacturier, intellectuel, social et relationnel, humain et naturel. « Ce sont là les véritables inducteurs de valeur, souligne Richard Howitt de l'IIRC. On en dit moins, mais mieux. La communication, plus concise, porte sur des volets qui comptent davantage pour l'entreprise, au-delà d'un fatras de chiffres. »

« La présentation d'information intégrée, c'est davantage que la présentation d'information sur les questions environnementales, sociales et de gouvernance (ESG). Elle met en jeu une vision plus large et probablement plus fondamentale de l'entreprise, de son modèle, de sa viabilité, de ses relations clés. Il s'agit du lien entre la valeur créée pour les autres et la plus-value qu'elle dégage pour elle-même puis, par ricochet, pour ses actionnaires. La gestion financière et la performance financière continuent d'être des thèmes centraux, tout comme les considérations stratégiques qui vont au-delà des questions ESG. Je pense à la cybersécurité, aux technologies de rupture ou habilitantes, aux infrastructures essentielles. »

– Lisa French, chef des technologies, IIRC

L'information intégrée, un virage à l'échelle mondiale

Selon l'International Federation of Accountants (IFAC), l'information intégrée représente l'avenir de l'information d'entreprise. Depuis son lancement en 2013, quelque 1 700 sociétés de 72 pays ont adopté le cadre IR. Cela dit, il n'y a pas qu'un chemin à emprunter pour passer à la nouvelle façon de faire.

L'information intégrée est déjà bien ancrée au Japon et en Afrique du Sud. Au pays du Soleil levant, son adoption par le régime de retraite public – la plus grande caisse de retraite du monde – a ouvert la voie aux autres organismes et aux entreprises. En Afrique du Sud, l'information intégrée, enchâssée dans le code de gouvernance d'entreprise dit « code King IV », devient de ce fait une exigence pour les sociétés cotées à Johannesburg; elle a été largement validée par les entreprises. Par ailleurs, les Lignes directrices sur l'information non financière de la Commission européenne stipulent que les sociétés doivent inclure de l'information non financière dans leurs communications à l'intention des actionnaires.

Aux États-Unis, 28 géantes (notamment GE, PepsiCo et Southwest Airlines) s'y sont mises. En fait, on y a vu naître un mouvement qui défend l'adoption de l'information intégrée. Dans un sondage réalisé par l'American Institute of CPAs (AICPA), 50 % des chefs de grandes entreprises ont dit s'orienter vers la publication d'information intégrée (et 34 % croient qu'ils emboîteront le pas d'ici les trois prochaines années).

Des études récentes le font ressortir, un certain nombre d'entreprises canadiennes incluent déjà de l'information non financière dans leur rapport annuel. L'intérêt est là, mais que faudra-t-il faire pour que la présentation d'information intégrée se généralise chez nous?

Leviers de changement : l'information intégrée gagne du terrain

Quatre facteurs font avancer les choses : d'abord, la **demande des investisseurs**. Une étude d'EY montre que 94 % d'entre eux jugent l'information intégrée essentielle (70 %) ou importante. Suivent les **attentes en matière de gouvernance**. L'International Corporate Governance Network a recommandé, dans son énoncé des principes mondiaux de gouvernance, que les conseils d'administration produisent des rapports contenant de l'information intégrée. S'ajoute la **nécessité d'une meilleure stratégie** à l'ère de la 4^e révolution industrielle, où la technologie brouille la démarcation entre les aspects physiques, numériques et biologiques. Et enfin, on se soucie du **développement durable**, sans oublier que la valeur à long terme dépend des interrelations entre les six types de capital cités plus haut.

Lesquels de ces facteurs joueront le plus, en synergie ou non, pour aider les entreprises canadiennes à adopter la présentation d'information intégrée?

« Les preuves sont là : les investisseurs au long cours connaissent de meilleurs rendements que les court termistes. Et les sociétés axées sur le long terme s'en tirent mieux que leurs concurrentes préoccupées par les résultats imminents; de plus, elles créent davantage de valeur pour l'ensemble des citoyens en général. Pourquoi avoir fondé des places boursières, après tout? L'appel public à l'épargne sert à affecter les capitaux à long terme à des projets qui font éclore de nouvelles idées et de nouveaux produits. Revenons au principe d'une mobilisation des capitaux à long terme comme base d'une mise en œuvre qui s'inscrit dans la durée. »

– Sarah Williamson, directrice générale, FCLTGlobal

Information intégrée : que dire du Canada?

La forme que prend l'information intégrée varie d'une région du monde à l'autre. En Afrique du Sud, il s'agit d'un rapport prescrit par les dispositions réglementaires, décidément orienté vers l'investisseur. Au Canada, certaines entreprises ont commencé à mettre en pratique des éléments du cadre IR. Pour sa part, Lisa French, de l'IIRC, voit les assises d'une méthode judicieuse de présentation des informations non financières dans les orientations qui guident l'établissement du rapport de gestion et de la notice annuelle. « L'idée, c'est de fournir de l'information fondamentale sur les affaires de l'entreprise, ainsi que sur le contexte pertinent, au moyen d'un exposé narratif. À mon avis, les exigences de présentation de l'information actuelles, au Canada, joueront un rôle déterminant dans l'adoption graduelle de l'information intégrée. »

« L'EFRAG met en place un espace de réflexion semblable à celui du Financial Reporting Council du Royaume-Uni, lieu idéal où rassembler les entreprises et investisseurs européens désireux de se mobiliser sur des aspects clés de la publication d'information financière. Il sera question d'influencer les mentalités par la persuasion, car ce qui fait évoluer les comportements, ce sont les pratiques raisonnées de présentation d'information, et non les changements apportés à la réglementation. »

– Vincent Papa, directeur adjoint, Groupe consultatif européen sur l'information financière

Objectif : uniformité et cohérence de l'information

La prolifération d'initiatives tournées vers la publication d'information d'entreprise et de cadres d'information connexes, axés au premier plan sur les questions environnementales, sociales et de gouvernance, a semé la confusion chez certaines entreprises. Dommage. Le mouvement vers l'information intégrée, virage général, englobe d'autres volets et initiatives relevant de l'évolution des choses. Il s'agit en fait de renforcer le principe de l'importance de l'information non financière, plutôt que d'être en concurrence avec lui.

Afin de clarifier les rôles des cadres d'information évoqués, l'IIRC a mis en place le forum [Corporate Reporting Dialogue](#), qui réunit plusieurs organismes de normalisation clés et concepteurs de cadres d'information. Les participants ont déjà adopté un énoncé de principes directeurs communs sur l'importance relative et ont élaboré une grille du contexte de présentation de l'information financière. Ils ont aussi choisi une position commune en signant un énoncé de soutien au Groupe de travail sur l'information financière relative aux changements climatiques (GIFCC) du Conseil de stabilité financière. De plus, en 2018, l'IIRC a lancé la démarche [Better Alignment Project](#). Son objectif? Schématiser dans l'ensemble les normes et cadres d'information pour en cerner les points communs et les différences, mais aussi pour dégager les occasions d'harmoniser les obligations d'information.